

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 4038

[2004/203025]

27 MAI 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon portant organisation commune des marchés dans le secteur des fruits et légumes en application du règlement (CE) n° 2200/96 du Conseil du 28 octobre 1996

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois du 29 décembre 1990 et du 5 février 1999 et par l'arrêté royal du 22 février 2001;

Vu le règlement (CE) n° 2200/96 du Conseil du 28 octobre 1996 portant organisation commune des marchés dans le secteur des fruits et légumes, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 47/2003;

Vu le règlement (CE) n° 1432/2003 de la Commission du 11 août 2003 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 2200/96 du Conseil en ce qui concerne la reconnaissance des organisations de producteurs et la préreconnaissance des groupements de producteurs;

Vu le règlement (CE) n° 1433/2003 de la Commission du 11 août 2003 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 2200/96 du Conseil en ce qui concerne les fonds opérationnels, les programmes opérationnels et l'aide financière, modifié par le règlement (CE) n° 1582/2003;

Vu l'arrêté royal du 27 mars 1998 portant organisation commune des marchés dans le secteur des fruits et légumes en application du règlement (CE) n° 2200/96 du Conseil du 28 octobre 1996;

Vu l'arrêté ministériel du 9 juin 1998 exécutant l'arrêté royal du 27 mars 1998 portant organisation commune des marchés dans le secteur des fruits et légumes en application du règlement n° 2200/96 du Conseil du 28 octobre 1996 en ce qui concerne les services compétents;

Vu l'arrêté ministériel du 16 décembre 2001 portant exécution de l'arrêté royal du 27 mars 1998 portant organisation commune des marchés dans le secteur des fruits et légumes en application du règlement n° 2200/96 du Conseil du 28 octobre 1996 concernant les critères de reconnaissance des organisations de producteurs;

Considérant l'accord de coopération du 18 juin 2003 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'agriculture et de la pêche;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale intervenue le 3 mai 2004;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 juin 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 9 août 1980 et modifié en dernier lieu par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant l'obligation de se conformer sans retard aux règlements du Conseil et de la Commission visés plus haut, afin d'assurer la sécurité juridique des producteurs, de leur organisation et de l'autorité;

Considérant l'attribution aux Régions des compétences dans le domaine de l'agriculture à partir du 1^{er} janvier 2002;

Considérant que ces mesures doivent être prises pour mettre en application les décisions relatives au transfert de ces compétences;

Considérant la nécessité d'assurer la continuité des missions du service public et ce, dans le respect des obligations imposées par la réglementation européenne dans le domaine de l'agriculture;

Considérant que les organisations de producteurs wallonnes terminent en 2004 leur programme opérationnel et qu'elles doivent, dès lors, introduire un nouveau programme opérationnel pour le 15 septembre 2004, en vertu du règlement (CE) n° 1433/2003;

Considérant que l'organisation de producteurs wallonne préreconnue doit pouvoir introduire une demande de reconnaissance avant le 15 septembre 2004, sur base des nouveaux critères de reconnaissance fixés ci-après;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Définitions*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° " le règlement " : le règlement (CE) n° 2200/96 du Conseil du 28 octobre 1996 portant organisation commune des marchés dans le secteur des fruits et légumes;

2° " le règlement d'application (CE) n° 1432/2003 " : le règlement (CE) n° 1432/2003 de la Commission du 11 août 2003 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 2200/96 du Conseil en ce qui concerne la reconnaissance des organisations de producteurs et la préreconnaissance des groupements de producteurs;

3° " le règlement d'application (CE) n° 1433/2003 " : le règlement (CE) n° 1433/2003 de la Commission du 11 août 2003 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 2200/96 du Conseil en ce qui concerne les fonds opérationnels, les programmes opérationnels et l'aide financière;

4° " le Ministre " : le Ministre de l'Agriculture;

5° " les services compétents " : chacun des services désigné pour les articles repris dans le tableau ci-dessous :

Services compétents	Articles
Ministère de la Région wallonne; Direction générale de l'Agriculture; Division de la Politique agricole; Direction de la Politique agricole européenne et internationale (IG1, D 11).	6, 7, 10, 21, 22, 25, 28, 29, 30, 32, 33, 35, 36, 37, 39, 40, 44, 47, 48, 52.
Ministère de la Région wallonne; Direction générale de l'Agriculture; Division de la Recherche, du Développement et de la Qualité; Direction du Développement et de la Vulgarisation (IG 3, D 33).	9, 39, 47.

CHAPITRE II. — Organisations de producteurs et associations d'organisations de producteurs

Section 1^{re}. — Organisations de producteurs

Art. 2. Le Ministre reconnaît les organisations de producteurs dont le siège social et le siège d'exploitation principal sont établis en Région wallonne et qui répondent aux conditions fixées par le règlement et les règlements d'application (CE) n° 1432/2003 et (CE) n° 1433/2003.

Le Ministre peut fixer des conditions supplémentaires aux critères de reconnaissance fixés dans le règlement, notamment en vue de promouvoir la concentration de l'offre pour des catégories données.

Art. 3. Les critères de reconnaissance visés à l'article 2 sont fixés dans le tableau ci-après, pour chacune des catégories de produits énumérés à l'article 11, § 1^{er}, sous point a), catégories i) à vii) du règlement :

Organisations de producteurs Article 11, § 1 ^{er} , sous point a), catégories i) à vii)	
Nombre minimal de producteurs	Chiffre d'affaires minimal par année (en million d'euros)
15	0.5

En outre, les organisations de producteurs qui ont été reconnues avant l'entrée en vigueur du présent arrêté et sur base du règlement et des critères applicables à l'époque continuent à bénéficier de leur reconnaissance.

Art. 4. Afin de pouvoir introduire une demande de reconnaissance, l'organisation de producteurs doit démontrer qu'elle compte au moins 50 % du nombre de ses membres et/ou de son chiffre d'affaires en Région wallonne.

Art. 5. Les nouveaux groupements de producteurs qui demandent une préreconnaissance en accord avec l'article 14 du règlement doivent au moins satisfaire à 60 % de chacun des critères de reconnaissance définis à l'article 3 du présent arrêté.

Art. 6. La demande de reconnaissance ou de préreconnaissance d'une organisation de producteurs est introduite auprès du service compétent. Le service compétent peut définir les conditions de présentation et d'introduction de cette demande.

Art. 7. Toute organisation de producteurs peut demander une reconnaissance pour une ou plusieurs catégories de produits, excepté pour la catégorie " fruits et légumes " où seule la reconnaissance simple pour ladite catégorie est possible, conformément au règlement d'application (CE) n° 1432/2003, article 3, paragraphe 1^{er}, alinéa 2.

L'organisation de producteurs doit remplir les conditions de reconnaissance et déposer un dossier séparé auprès du service compétent, pour chaque catégorie sollicitée.

Art. 8. Chaque demande de reconnaissance ou de préreconnaissance introduite par une organisation de producteurs ou un groupement de producteurs doit, pour chaque catégorie de produits faisant l'objet de la reconnaissance ou de la préreconnaissance, être accompagnée :

- 1) des statuts;
- 2) d'une liste actualisée des membres;
- 3) a. de la production commercialisée moyenne de tous les producteurs qui étaient affiliés à l'organisation de producteurs pendant les trois campagnes de commercialisation précédant la reconnaissance;
- b. de la production commercialisée moyenne de tous les producteurs du groupement de producteurs pendant les trois campagnes de commercialisation précédant la demande de préreconnaissance.

Art. 9. Tout producteur doit, de manière individuelle et à l'intention de l'organisation de producteurs, signer une déclaration dans laquelle il confirme être uniquement membre de l'organisation de producteurs concernée pour les catégories de produits visées et commercialiser la totalité de sa production des catégories en question par l'intermédiaire de cette organisation, sauf autorisation et conformément aux conditions définies à l'article 11, § 1^{er}, point c) 3) du règlement, expressément reprises dans les statuts de l'organisation de producteurs.

Les organisations de producteurs doivent veiller à ce que cette obligation de déclaration soit respectée. Afin de pouvoir assurer son contrôle, les organisations de producteurs doivent également mettre la déclaration de chacun de ses membres à disposition du service compétent.

Art. 10. Les organisations de producteurs doivent immédiatement avertir le service compétent de toute modification afférente à leurs statuts.

Ils doivent notamment l'informer de toute modification de la liste des membres actifs et non actifs, chaque année pour le 31 mars au plus tard.

Art. 11. Une personne physique ou morale qui n'est pas producteur de fruits ou de légumes peut être acceptée comme membre non actif d'une organisation de producteurs si :

- 1) elle n'est pas prise en compte pour les critères de reconnaissance;
- 2) elle ne bénéficie pas directement des dispositions financées par la Communauté;
- 3) elle ne participe pas au vote pour les décisions ayant trait au fonds opérationnel;
- 4) elle est répertoriée dans une liste de membres non actifs, distincte de la liste des membres actifs.

Art. 12. Les organisations de producteurs doivent s'engager à tendre à une collaboration ou à une intégration avec les organisations de producteurs existantes dans le secteur concerné, ainsi qu'à collaborer au niveau professionnel en vue de la défense des intérêts des organisations de producteurs de la région.

Art. 13. La constitution d'organisations de producteurs doit contribuer à la concentration de l'offre des produits concernés dans les régions concernées et ne peut mettre en danger l'intégrité de l'existence des autres organisations de producteurs dans la région concernée sous réserve de motifs impérieux et justifiés.

Art. 14. Afin d'éviter tout abus de pouvoir ou d'influence d'un ou de plusieurs membres de l'organisation de producteurs, aucun membre ne peut disposer de plus de 20 % des droits de vote ou des mandats pour le vote.

Art. 15. Le Ministre décide de l'octroi de la préreconnaissance ou de la reconnaissance dans les trois mois qui suivent le dépôt de la demande de préreconnaissance ou de reconnaissance accompagnée de toutes pièces justificatives requises.

Art. 16. A intervalles réguliers, des contrôles seront effectués quant au respect par les organisations de producteurs des conditions de la préreconnaissance ou de la reconnaissance. Si nécessaire, le Ministre peut retirer la préreconnaissance ou la reconnaissance.

Art. 17. Pour l'application de l'article 18 du règlement, le Ministre peut rendre obligatoires certaines règles prises dans le cadre des organisations de producteurs pour les producteurs établis dans la région et qui ne sont pas affiliés à ces organisations de producteurs.

Art. 18. Le Ministre peut reconnaître une organisation de producteurs transnationale à condition que son siège social soit établi en Région wallonne et qu'elle y dispose d'installations d'exploitation significatives ou d'un nombre significatif de membres et/ou qu'elle y réalise une partie importante de la valeur de sa production commercialisée.

Section 2. — Associations d'organisations de producteurs

Art. 19. Le Ministre reconnaît les associations d'organisations de producteurs qui répondent aux conditions fixées par le règlement et les règlements d'application (CE) n° 1432/2003 et (CE) n° 1433/2003.

Le Ministre peut fixer des conditions supplémentaires aux critères de reconnaissance fixés dans le règlement, notamment en vue de promouvoir la concentration de l'offre pour des catégories données.

Art. 20. Pour être et rester reconnues, les associations d'organisations de producteurs doivent être créées par et se composer d'organisations de producteurs reconnues. Les objectifs des associations d'organisations de producteurs et les dispositions de leurs statuts doivent satisfaire aux dispositions du règlement, des règlements d'application (CE) n° 1432/2003 et (CE) n° 1433/2003, et du présent arrêté.

Art. 21. La demande de reconnaissance d'une association d'organisations de producteurs est introduite auprès du service compétent. Le service compétent peut définir les conditions de présentation et d'introduction de cette demande.

Chaque demande de reconnaissance d'une association d'organisations de producteurs doit, pour chaque catégorie de produits pour laquelle elle demande la reconnaissance, être accompagnée :

- 1) des statuts;
- 2) d'une liste des membres actualisée;
- 3) de la production commercialisée moyenne de tous les producteurs qui étaient affiliés aux organisations de producteurs pendant les trois campagnes de commercialisation précédant la reconnaissance.

Art. 22. Les associations d'organisations de producteurs doivent immédiatement avertir le service compétent de toute modification afférente à leurs statuts et à la liste de leurs membres. A tout moment, le service compétent peut demander aux associations d'organisations de producteurs des listes actualisées des organisations de producteurs qui y sont affiliées ainsi que tous renseignements et documents justificatifs nécessaires au contrôle en vue du maintien et/ou de l'octroi de la reconnaissance de l'association d'organisations de producteurs.

Art. 23. Pour l'application de l'article 18 du règlement, le Ministre peut rendre obligatoires certaines règles prises dans le cadre des associations d'organisations de producteurs pour les producteurs établis dans la région et qui ne sont pas affiliés à ces associations d'organisations de producteurs.

Art. 24. Le Ministre peut reconnaître une association transnationale d'organisations de producteurs à condition que son siège social soit établi en Région wallonne et qu'elle y dispose d'un nombre significatif d'organisations de producteurs associées et/ou qu'elle y réalise une partie importante de la valeur de sa production commercialisée.

En outre, les autres organisations de producteurs membres de l'association doivent être reconnues dans leur état membre respectif.

CHAPITRE III. — Plan de reconnaissance, fonds opérationnel et programme opérationnel

Section 1^{re}. — Plan de reconnaissance

Art. 25. En ce qui concerne l'introduction et l'exécution du plan de reconnaissance, les mêmes règles et procédures administratives que celles applicables aux programmes opérationnels, prévues dans le présent arrêté et déterminées dans le règlement et les règlements d'application (CE) n° 1432/2003 et (CE) n° 1433/2003 sont d'application.

Les demandes de modifications du plan de reconnaissance doivent être dûment motivées et introduites auprès du service compétent avant le 15 septembre de l'année précédant l'année d'application desdites modifications.

*Section 2. — Fonds opérationnel**Sous-section 1^{re}. — Calcul de l'aide*

Art. 26. La période de référence pour le calcul de la production commercialisée utilisée pour évaluer le plafond annuel de l'aide est fixée du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'avant-dernière année précédant l'année de mise en œuvre du programme opérationnel. En cas de nécessité, le Ministre peut décider d'appliquer l'article 4 du règlement d'application (CE) n° 1433/2003, point 3.

Art. 27. Afin de tenir compte des modifications dans la composition de l'organisation de producteurs et afin d'éviter toute double comptabilisation, les membres qui entrent en ligne de compte pour le calcul de la valeur de la production commercialisée sont ceux qui sont membres de l'organisation de producteurs le 1^{er} janvier de chaque année de la mise en œuvre d'un programme opérationnel donné.

Sous-section 2. — Gestion du fonds opérationnel

Art. 28. Les contributions financières des associés au fonds opérationnel visées à l'article 15, § 1^{er}, du règlement sont définies sur base du volume et/ou de la valeur de la production commercialisée.

L'utilisation de ressources propres, issues de la vente des produits à base de fruits et légumes, pour la constitution du fonds opérationnel sera possible après accord formel délivré par le service compétent.

Si l'organisation de producteurs perçoit, à différents niveaux, des contributions financières individuelles afin de financer son fonds opérationnel, ces contributions doivent être justifiées sur base de critères objectifs et répondre aux conditions suivantes :

- 1) tout producteur-membre doit contribuer à et bénéficier du fonds opérationnel
- 2) garantir un processus démocratique lors des décisions relatives à l'utilisation des ressources et des contributions financières du fonds opérationnel.

Art. 29. Le plan de financement et le montant prévisionnel du fonds opérationnel doivent être communiqués au service compétent en même temps que le programme opérationnel, au plus tard le 15 septembre de l'année qui précède l'année d'utilisation dudit fonds opérationnel.

Art. 30. Les modifications du montant du fonds opérationnel approuvé pour le financement des retraits de marché conformément à l'article 15, § 2, point a) du règlement doivent être soumises à l'approbation du service compétent.

Art. 31. Afin de permettre l'identification, le contrôle et la certification annuels des dépenses et des recettes de toute organisation de producteurs ou de toute association d'organisations de producteurs, ces dernières doivent répertorier chaque dépense et chaque recette dans une comptabilité financière adéquate.

*Section 3. — Programme opérationnel**Sous-section 1^{re}. — Modifications en cours d'année*

Art. 32. Les organisations de producteurs peuvent modifier substantiellement leur programme opérationnel en cours d'année, à condition que :

- 1) les objectifs généraux du programme opérationnel soient maintenus;
- 2) la modification soit d'application au plus tôt le jour de l'introduction de la demande au service compétent;
- 3) le service compétent donne son accord formel.

Art. 33. Les organisations de producteurs peuvent augmenter, en cours d'année, le montant de leur fonds opérationnel de maximum 20 % du montant initialement approuvé, à condition que :

- 1) le plafond de l'aide, visé à l'article 15 du règlement, paragraphe 5, dernier alinéa, ne soit pas dépassé;
- 2) les objectifs généraux du programme opérationnel et de chaque action soient maintenus;
- 3) le service compétent donne son accord formel.

Art. 34. Afin de permettre une utilisation efficace de l'aide communautaire, toute organisation de producteurs pourra procéder, en cours d'année et sans autorisation préalable, à un transfert budgétaire entre actions de maximum 15 % du montant préalablement défini par action, à condition :

- 1) de le signaler dans la demande d'aide;
- 2) de maintenir les objectifs généraux du programme opérationnel et de chaque action.

Sous-section 2. — Modifications pour l'année suivante

Art. 35. Les organisations de producteurs qui le désirent peuvent modifier annuellement leur programme opérationnel approuvé.

Les demandes de modifications du programme opérationnel approuvé doivent être introduites auprès du service compétent au plus tard le 15 septembre de l'année précédant celle de la mise en application du programme modifié.

Sous-section 3. — Sous-traitance

Art. 36. Une organisation de producteurs peut faire appel à un sous-traitant pour les tâches définies à l'article 11 du règlement et liées à l'approbation du programme opérationnel délivrée par le Ministre.

Dans le cas visé au premier alinéa, le sous-traitant doit conclure une convention dans laquelle :

- 1) l'objet de la sous-traitance est défini de façon détaillée;
- 2) il est explicitement stipulé que le sous-traitant est soumis aux mêmes conditions et contrôles que les organisations de producteurs.

En outre, si le sous-traitant est un membre de l'organisation de producteurs, cette dernière doit demander l'approbation du service compétent avant de réaliser la sous-traitance.

Art. 37. La sous-traitance pour l'exécution d'actions du programme opérationnel par un producteur-membre d'une organisation de producteurs peut être autorisée sous condition d'approbation par le service compétent et à condition que l'organisation de producteurs démontre que :

- 1) l'action est acceptée démocratiquement;
- 2) l'action a un caractère collectif et poursuit les objectifs du programme;
- 3) le sous-traitant n'est pas le seul favorisé ou que les moyens mis en œuvre ne sont pas à usage unique;
- 4) l'action équivaut seulement à un pourcentage limité du fonds opérationnel;
- 5) la sous-traitance se déroule sous des conditions de marché normales;
- 6) il n'y a aucune relation avec la contribution propre du membre au fonds opérationnel.

Section 4. — Dispositions générales

Art. 38. Les associations d'organisations de producteurs doivent uniquement déposer un programme opérationnel commun. Dans ce programme opérationnel commun, le financement et les dépenses du fonds opérationnel doivent clairement être indiqués pour chaque organisation de producteurs.

Art. 39. Les services compétents peuvent réclamer des pièces justificatives supplémentaires afin de vérifier de manière efficace si l'organisation de producteurs ou l'association d'organisations de producteurs satisfait ou continue à satisfaire aux conditions d'octroi de la reconnaissance, de mise en œuvre du programme opérationnel, d'utilisation du fonds opérationnel et d'octroi de l'aide.

Art. 40. Sur demande du service compétent, les organisations de producteurs ou associations d'organisations de producteurs transmettent les données concernant leur production.

Art. 41. Pour le maintien de l'approbation des programmes opérationnels, les organisations de producteurs et associations d'organisations de producteurs doivent désigner un réviseur d'entreprises dans les conditions prévues dans le Code des Sociétés afin de vérifier leur comptabilité.

Art. 42. Le Ministre prend, dans les délais fixés dans le règlement d'application (CE) n° 1433/2003, une décision en ce qui concerne le programme opérationnel, le calcul du fonds opérationnel et le montant du soutien approuvé conformément aux articles 15 et 16 du règlement.

CHAPITRE IV. — Organisations et accords interprofessionnels

Art. 43. Le Ministre peut reconnaître des organisations interprofessionnelles qui sont établies sur le territoire de la Région wallonne et qui répondent aux conditions fixées dans le règlement.

Art. 44. La demande de reconnaissance et toutes les pièces justificatives visées à l'article 19 du règlement sont introduites auprès du service compétent.

Art. 45. Le Ministre décide de l'octroi de la reconnaissance dans un délai de trois mois à compter du dépôt de la demande et en tenant compte de l'avis de la Commission des Communautés européennes.

Art. 46. Pour l'application de l'article 21 du règlement, le Ministre peut rendre obligatoires pour les opérateurs individuels ou non, pour une période limitée, certaines décisions, certains accords ou certaines pratiques concertées convenus dans le cadre de l'organisation interprofessionnelle.

CHAPITRE V. — Dispositions diverses

Section 1^{re}. — Contrôles et sanctions

Art. 47. Sans préjudice de l'application des dispositions de la loi du 28 mars 1975 concernant le commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture ou de la pêche maritime, le Ministre peut retirer entièrement ou partiellement la reconnaissance visée aux articles 2, 20 et 47 dans un des cas suivants :

1°) si les conditions de reconnaissance, définies dans le règlement, dans les règlements d'application (CE) n° 1432/2003 et (CE) n° 1433/2003 et dans le présent arrêté, ne sont plus remplies;

2°) si l'organisation de producteurs, l'association d'organisations de producteurs ou l'organisation interprofessionnelle refuse de fournir des renseignements ou pièces justificatives utiles, sur demande des services compétents;

3°) si l'organisation interprofessionnelle ne respecte pas les dispositions définies par les articles 19 et 20 du règlement;

4°) si les contrôles définis dans le règlement, les règlements d'application (CE) n° 1432/2003 et (CE) n° 1433/2003, et dans le présent arrêté sont empêchés ou refusés.

Art. 48. § 1^{er}. Si le Ministre estime qu'il existe des motifs pour ne pas octroyer de reconnaissance ou pour retirer totalement ou partiellement la reconnaissance, il communique ces motifs à l'organisation de producteurs, à l'association d'organisations de producteurs ou à l'organisation interprofessionnelle concernée.

Ces dernières disposent, sous peine d'irrecevabilité, de quinze jours ouvrables suivant la notification de la mesure pour faire connaître leurs objections par envoi recommandé auprès du service compétent.

§ 2. La décision prise par le Ministre après examen des objections déposées, est communiquée à l'intéressé par courrier recommandé dans un délai d'un mois après réception de ces objections.

Art. 49. Sans préjudice des sanctions reprises dans le présent arrêté et dans l'arrêté royal du 31 mai 1933 relatif aux déclarations à faire concernant les subsides, indemnités ou allocations de quelque nature qu'elles soient, qui sont entièrement ou partiellement à charge de l'Etat, modifié par la loi du 7 juillet 1994, les avantages de l'aide financière communautaire peuvent être définitivement ou temporairement refusés, ou leur remboursement réclamé à une organisation de producteurs affiliée ou non à une association d'organisations de producteurs et/ou à une organisation interprofessionnelle qui, pour obtenir ces avantages auraient transmis des fausses déclarations et/ou des renseignements délibérément erronés.

Art. 50. Si le programme opérationnel ou le plan de reconnaissance n'est pas exécuté intégralement ou partiellement, les avantages de l'aide financière communautaire peuvent être refusés intégralement ou partiellement, tant pour le programme approuvé que pour d'éventuels futurs projets introduits pendant la durée du programme opérationnel ou du plan de reconnaissance approuvés.

Art. 51. Les infractions aux dispositions du présent arrêté, aux dispositions prises en exécution du présent arrêté ou rendues obligatoires en exécution du présent arrêté, sont recherchées, constatées et punies conformément à la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime.

Le non respect par le producteur de la déclaration visée à l'article 8 du présent arrêté sera puni de la peine visée à l'article 6, § 1^{er}, de la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime.

Art. 52. Les organisations de producteurs qui n'ont pas introduit un programme opérationnel et les groupements de producteurs en préreconnaissance, doivent déclarer annuellement au service compétent et conformément aux directives de ce dernier, au moins la superficie de cultures et les quantités récoltées et commercialisées et, le cas échéant, les produits qui n'ont pas été mis en vente en vertu de l'article 23 du règlement.

Section 2. — Dispositions finales

Art. 53. L'arrêté royal du 27 mars 1998 portant organisation commune des marchés dans le secteur des fruits et légumes en application du règlement (CE) n°2200/96 du Conseil du 28 octobre 1996 est abrogé.

Art. 54. L'arrêté ministériel du 9 juin 1998 exécutant l'arrêté royal du 27 mars 1998 portant organisation commune des marchés dans le secteur des fruits et légumes en application du règlement (CE) n° 2200/96 du Conseil du 28 octobre 1996 en ce qui concerne les services compétents est abrogé.

Art. 55. L'arrêté ministériel du 16 décembre 2001 portant exécution de l'arrêté royal du 27 mars 1998 portant organisation commune des marchés dans le secteur des fruits et légumes en application du règlement (CE) n° 2200/96 du Conseil du 28 octobre 1996 concernant les critères de reconnaissance des organisations de producteurs est abrogé.

Art. 56. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 57. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2004.

Namur, le 27 mai 2004.

Le Ministre-Président,
J.- Cl. VAN CAUWENBERGHE.
Le Ministre wallon de L'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 4038

[2004/203025]

27. MAI 2004 — Erlass der Wallonischen Regierung über die gemeinsame Marktorganisation für Obst und Gemüse in Anwendung der Verordnung (EG) Nr. 2200/96 des Rates vom 28. Oktober 1996

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, insbesondere des Artikel 3, § 1, abgeändert durch die Gesetze vom 29. Dezember 1990 und vom 5. Februar 1999 sowie durch den Königlichen Erlass vom 22. Februar 2001;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 2200/96 des Rates vom 28. Oktober 1996 über die gemeinsame Marktorganisation für Obst und Gemüse, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 47/2003;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1432/2003 der Kommission vom 11. August 2003 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 2200/96 des Rates hinsichtlich der Anerkennung der Erzeugerorganisationen und der vorläufigen Anerkennung der Erzeugergruppierungen;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1433/2003 der Kommission vom 11. August 2003 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 2200/96 des Rates hinsichtlich der Betriebsfonds, der operationellen Programme und der finanziellen Beihilfe;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 27. März 1998 über die gemeinsame Marktorganisation für Obst und Gemüse in Anwendung der Verordnung (EG) Nr. 2200/96 des Rates vom 28. Oktober 1996;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 9. Juni 1998 zur Durchführung des Königlichen Erlasses vom 27. März 1998 über die gemeinsame Marktorganisation für Obst und Gemüse in Anwendung der Verordnung (EG) Nr. 2200/96 des Rates vom 28. Oktober 1996 was die zuständigen Dienststellen betrifft;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 16. Dezember 2001 zur Durchführung des Königlichen Erlasses vom 27. März 1998 über die gemeinsame Marktorganisation für Obst und Gemüse in Anwendung der Verordnung (EG) Nr. 2200/96 des Rates vom 28. Oktober 1996 was die Anerkennungskriterien der Erzeugerorganisationen betrifft;

Aufgrund des zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt am 18. Juni 2003 abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommens über die Ausübung der auf die Regionen übertragenen Zuständigkeiten im Bereich der Landwirtschaft und des Fischfangs;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 3. Mai 2004;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Haushaltsministers;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Verpflichtung, unverzüglich den oben erwähnten Verordnungen des Rates und der Kommission nachzukommen, um die juristische Sicherheit der Erzeuger, ihrer Organisation und der Behörde zu gewährleisten;

In der Erwägung, dass die Zuständigkeiten auf dem Gebiet der Landwirtschaft seit dem 1. Januar 2002 auf die Regionen übertragen worden sind;

In der Erwägung, dass diese Maßnahmen zu treffen sind, um die Anwendung von Beschlüssen, die sich auf die Übertragung dieser Zuständigkeiten beziehen, zu ermöglichen;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Kontinuität der Aufgaben des öffentlichen Dienstes zu gewährleisten und dabei die Auflagen der europäischen Regelung im Bereich der Landwirtschaft zu beachten;

In der Erwägung, dass die wallonischen Erzeugerorganisationen ihr operationelles Programm 2004 beenden und sie folglich gemäß der Verordnung (EG) Nr. 1433/2003 vor dem 15. September 2004 ein neues operationelles Programm einreichen müssen;

In der Erwägung, dass eine vorläufig anerkannte wallonische Erzeugerorganisation in der Lage sein muss, vor dem 15. September 2004 auf der Grundlage der nachstehend bestimmten neuen Kriterien für die Anerkennung einen Antrag auf Anerkennung einzureichen;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten;

Nach Beratung,

Beschließt:

ERSTES KAPITEL — *Begriffsbestimmungen*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° " die Verordnung ": die Verordnung (EG) Nr. 2200/96 des Rates vom 28. Oktober 1996 über die gemeinsame Marktorganisation für Obst und Gemüse;

2° " die Durchführungsverordnung (EG) Nr. 1432/2003 ": die Verordnung (EG) Nr. 1432/2003 der Kommission vom 11. August 2003 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 2200/96 des Rates hinsichtlich der Anerkennung der Erzeugerorganisationen und der vorläufigen Anerkennung der Erzeugergruppierungen;

3° " die Durchführungsverordnung (EG) Nr. 1433/2003 ": die Verordnung (EG) Nr. 1433/2003 der Kommission vom 11. August 2003 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 2200/96 des Rates hinsichtlich der Betriebsfonds, der operationellen Programme und der finanziellen Beihilfe;

4° " der Minister ": der Minister der Landwirtschaft;

5° " die zuständigen Dienststellen ": jede der Dienststellen, die für die in der nachstehenden Tabelle angeführten Artikel zuständig ist:

Zuständige Dienststellen	Artikel
Ministerium der Wallonischen Region; Generaldirektion der Landwirtschaft; Abteilung Agrarpolitik; Direktion der europäischen und internationalen Agrarpolitik (IG1, D 11).	6, 7, 10, 21, 22, 25, 28, 29, 30, 32, 33, 35, 36, 37, 39, 40, 44, 47, 48, 52.
Ministerium der Wallonischen Region; Generaldirektion der Landwirtschaft; Abteilung Forschung, Entwicklung und Qualität; Direktion der Entwicklung und der Beratung (IG 3, D 33).	9, 39, 47.

KAPITEL II — *Erzeugerorganisationen und Vereinigungen der Erzeugerorganisationen*

Erster Abschnitt — *Erzeugerorganisationen*

Art. 2 - Der Minister erkennt die Erzeugerorganisationen an, deren Gesellschaftssitz und Hauptbetriebssitz in der Wallonischen Region gelegen sind und die die in der Verordnung und in den Durchführungsverordnungen (EG) Nr. 1432/2003 und (EG) Nr. 1433/2003 festgelegten Bedingungen erfüllen.

Der Minister ist befugt, zusätzlich zu den in der Verordnung festgelegten Kriterien für die Anerkennung Bedingungen festzulegen, insbesondere um die Bündelung des Angebots für bestimmte Kategorien zu fördern.

Art. 3 - Die in Artikel 2 erwähnten Anerkennungskriterien werden in der nachstehenden Tabelle festgelegt für jede der in Artikel 11, Paragraph 11 unter Punkt a), Kategorien i) bis vii) der Verordnung erwähnten Produktkategorien:

Erzeugerorganisationen Artikel 11, § 1, unter Punkt a), Kategorien i) bis vii)	
Mindestanzahl Erzeuger	Mindestumsatz pro Jahr (in Millionen Euro)
15	0.5

Die Erzeugerorganisationen, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses und auf der Grundlage der Verordnung und der damals anwendbaren Kriterien anerkannt worden sind, behalten ihre Anerkennung.

Art. 4 - Um einen Antrag auf Anerkennung einreichen zu können, muss eine Erzeugerorganisation den Beweis erbringen, dass sich wenigstens 50% der Anzahl ihrer Mitglieder in der Wallonischen Region befinden und/oder wenigstens 50 % ihres Umsatz dort entsteht.

Art. 5 - Die neuen Erzeugerorganisationen, die eine vorläufige Anerkennung in Übereinstimmung mit Artikel 14 der Verordnung beantragen, müssen die in Artikel 3 des vorliegenden Erlasses angeführten Anerkennungskriterien zu wenigstens 60% erfüllen.

Art. 6 - Der Antrag auf Anerkennung oder auf vorläufige Anerkennung einer Erzeugerorganisation ist bei der zuständigen Dienststelle einzureichen. Die zuständige Dienststelle kann die Bedingungen für die Form und das Einreichen dieses Antrags festlegen.

Art. 7 - Jede Erzeugerorganisation kann eine Anerkennung für eine oder mehrere Produktkategorien beantragen, mit Ausnahme der Kategorie "Obst und Gemüse", bei der gemäß Artikel 3, Paragraph 1, Absatz 2 der Durchführungsverordnung (EG) Nr. 1432/2003 nur die einfache Anerkennung für die genannte Kategorie möglich ist.

Die Erzeugerorganisation muss die Anerkennungsbedingungen erfüllen und bei der zuständigen Dienststelle für jede betreffende Kategorie eine getrennte Antragsakte einreichen.

Art. 8 - Jedem Antrag auf Anerkennung oder auf vorläufige Anerkennung, der von einer Erzeugerorganisationen oder einer Vereinigung von Erzeugerorganisationen eingereicht wird, müssen für jede Produktkategorie, die Gegenstand der Anerkennung oder der vorläufigen Anerkennung sind, die folgenden Anlagen beigefügt werden:

- 1) die Satzungen;
- 2) eine aktuelle Liste der Mitglieder;
- 3) a. die während der drei Wirtschaftsjahre vor der Anerkennung durchschnittlich vermarktete Produktion aller Erzeuger, die der Erzeugerorganisation angeschlossen waren;
b. die während der drei Wirtschaftsjahre vor der vorläufigen Anerkennung durchschnittlich vermarktete Produktion aller Erzeugervereinigungen.

Art. 9 - Jeder Erzeuger ist verpflichtet, eine individuell verfasste und an die Erzeugerorganisation gerichtete Erklärung zu unterzeichnen, in der er bestätigt, ausschließlich Mitglied der für die betreffenden Produktkategorien zuständigen Erzeugerorganisation zu sein und die gesamte Produktion der betreffenden Kategorien über diese Organisation zu vertreiben, es sei denn, er ist im Besitz einer Genehmigung und die Vertreibung geschieht unter den in Artikel 11, § 1, Punkt c) 3) der Verordnung festgelegten Bedingungen, die ausdrücklich in den Satzungen der Erzeugerorganisationen angeführt werden.

Die Erzeugerorganisationen haben dafür Sorge zu tragen, dass diese Erklärungspflicht beachtet wird. Um die diesbezügliche Kontrolle zu gewährleisten haben die Erzeugerorganisationen zudem die Erklärung jedes ihrer Mitglieder zur Verfügung der zuständigen Dienststelle zu halten.

Art. 10 - Die Erzeugerorganisationen sind verpflichtet, die zuständige Dienststelle unmittelbar über jegliche ihre Satzungen betreffende Änderung zu informieren.

Insbesondere müssen Sie die Dienststelle spätestens am 31. März eines jeden Jahres über jegliche Änderung in der Liste der aktiven und inaktiven Mitglieder in Kenntnis setzen.

Art. 11 - Eine natürliche oder moralische Person, die nicht als Erzeuger von Obst oder Gemüse tätig ist, kann als inaktives Mitglied einer Erzeugerorganisation zugelassen werden, wenn:

- 1) sie für die Anerkennungskriterien nicht berücksichtigt wird;
- 2) sie nicht direkt in den Genuss der von der Gemeinschaft finanzierten Bestimmungen gelangt;
- 3) sie nicht an den Abstimmungen bezüglich der Entscheidungen, die sich auf den Betriebsfonds beziehen, teilnimmt;
- 4) sie in der Liste der inaktiven Mitglieder geführt wird, die sich von der Liste der aktiven Mitglieder unterscheidet.

Art. 12 - Die Erzeugerorganisationen müssen sich verpflichten, in dem betreffenden Sektor eine Zusammenarbeit oder einen Zusammenschluss mit den bestehenden Erzeugerorganisationen anzustreben sowie auf professioneller Ebene zusammenzuarbeiten, um die Verteidigung der Interessen der Erzeugerorganisationen der Region wahrzunehmen.

Art. 13 - Die Gründung von Erzeugerorganisationen muss zu einer Konzentration des Produktangebots in den betreffenden Regionen beitragen und darf die Integrität des Fortbestehens der anderen lokalen Erzeugerorganisationen nicht gefährden, es sei denn aus zwingenden und gerechtfertigten Gründen.

Art. 14 - Um jegliche Form des Machtmissbrauchs oder der missbräuchlichen Einflussnahme eines oder mehrerer Mitglieder der Erzeugerorganisation zu vermeiden, darf keines der Mitglieder mehr als 20% der Stimmrechte oder der Vollmachten für die Abstimmung besitzen.

Art. 15 - Der Minister entscheidet über die Gewährung der vorläufigen Anerkennung oder der Anerkennung innerhalb von drei Monaten nachdem der Antrag auf vorläufige Anerkennung oder auf Anerkennung gemeinsam mit allen erforderlichen Anlagen eingereicht wurde.

Art. 16 - In regelmäßigen Zeitabständen werden Kontrollen durchgeführt, um festzustellen, ob die Erzeugerorganisationen die für die vorläufige Anerkennung oder die Anerkennung erforderlichen Bedingungen erfüllen. Falls notwendig ist der Minister befugt, die vorläufige Anerkennung oder die Anerkennung zu entziehen.

Art. 17 - Für die Anwendung von Artikel 18 der Verordnung ist der Minister befugt, bestimmten Regeln, die im Rahmen der Erzeugerorganisationen für die in der Region ansässigen Erzeuger, die diesen Erzeugerorganisationen nicht angehören, festgelegt worden sind, einen verbindlichen Charakter zu geben.

Art. 18 - Der Minister kann eine Länder übergreifende Erzeugerorganisation zulassen, unter der Bedingung, dass sie ihren Gesellschaftssitz in der Wallonischen Region hat und sie über bedeutende Betriebsanlagen oder über eine bedeutende Anzahl Personalmitglieder verfügt und/oder dass sie einen bedeutenden Teil des Wertes ihrer vermarkteten Produktion dort erzielt.

Abschnitt 2 — Vereinigungen von Erzeugerorganisationen

Art. 19 - Der Minister erteilt den Vereinigungen von Erzeugerorganisationen, die die in der Verordnung und der Durchführungsverordnungen (EG) Nr. 1432/2003 und (EG) Nr. 1433/2003 festgelegten Bedingungen erfüllen, die Anerkennung.

Der Minister ist befugt, zusätzlich zu den in der Verordnung festgelegten Anerkennungskriterien weitere Kriterien festzulegen, insbesondere um die Konzentration des Angebots für bestimmte Kategorien zu fördern.

Art. 20 - Um anerkannt zu werden und zu bleiben, müssen die Vereinigungen von Erzeugerorganisationen von anerkannten Erzeugerorganisationen geschaffen werden und sich aus diesen Organisationen zusammensetzen. Die Zielsetzungen der Vereinigungen von Erzeugerorganisationen und die Bestimmungen ihrer Satzungen müssen den Auflagen der Bestimmungen der Verordnung, der Durchführungsverordnungen (EG) Nr. 1432/2003 und (EG) Nr. 1433/2003 und des vorliegenden Erlasses genügen.

Art. 21 - Der Antrag auf Anerkennung einer Vereinigung von Erzeugerorganisationen wird bei der zuständigen Dienststelle eingereicht. Die zuständige Dienststelle ist befugt, die Bedingungen bezüglich der Aufmachung und des Einreichens dieses Antrags festzulegen.

Jedem Antrag auf Anerkennung einer Vereinigung von Erzeugerorganisationen muss für jede der Produktkategorien, für die sie die Anerkennung beantragt, folgende Schriftstücke beigelegt werden:

- 1) die Satzungen;
- 2) eine Mitgliederliste auf dem neuesten Stand;
- 3) die durchschnittliche vermarktete Erzeugung aller Erzeuger, die während der drei Vermarktungskampagnen vor der Anerkennung den Erzeugerorganisationen angehörten.

Art. 22 - Die Vereinigungen von Erzeugerorganisationen sind verpflichtet, die zuständige Dienststelle unverzüglich über jede Änderung, die sich auf ihre Satzungen und auf die Mitgliederliste bezieht, zu informieren. Die zuständige Dienststelle ist jederzeit berechtigt, von den Vereinigungen von Erzeugerorganisationen die aktualisierten Listen der ihnen angeschlossenen Erzeugerorganisationen zu verlangen sowie alle Angaben und Belege, die zu Kontrollzwecken notwendig sind, um die Aufrechterhaltung und/oder die Vergabe der Anerkennung an die Vereinigung von Erzeugerorganisationen zu ermöglichen.

Art. 23 - Für die Anwendung von Artikel 18 der Verordnung ist der Minister befugt, bestimmten Regeln, die im Rahmen der Vereinigungen von Erzeugerorganisationen für die in der Region ansässigen Erzeuger, die diesen Vereinigungen von Erzeugerorganisationen nicht angehören, festgelegt worden sind, einen verbindlichen Charakter zu geben.

Art. 24 - Der Minister kann eine Länder übergreifende Vereinigung von Erzeugerorganisationen zulassen, unter der Bedingung, dass sie ihren Gesellschaftssitz in der Wallonischen Region hat und sie dort über eine bedeutende Anzahl angeschlossener Erzeugerorganisationen verfügt und/oder dass sie einen bedeutenden Teil des Wertes ihrer vermarkteten Produktion dort erzielt.

Zudem müssen die anderen Erzeugerorganisationen, die der Vereinigung angehören, in ihrem jeweiligen Mitgliedstaat anerkannt sein.

KAPITEL III — Anerkennungsplan, Betriebsfonds und operationelles Programm

Erster Abschnitt — Anerkennungsplan

Art. 25 - Für das Einreichen und die Ausführung des Anerkennungsplans gelten die gleichen Regeln und das gleiche Verwaltungsverfahren wie für das operationelle Programm. Diese werden in dem vorliegenden Erlass vorgesehen und in der Verordnung und der Durchführungsverordnungen (EG) Nr. 1432/2003 und (EG) Nr. 1433/2003 bestimmt.

Die Anträge auf Abänderungen des Anerkennungsplans müssen ausführlich begründet werden und vor dem 15. September des Jahres vor dem Jahr, in dem die genannten Abänderungen anwendbar werden, bei der zuständigen Dienststelle eingereicht werden.

Abschnitt 2 — Betriebsfonds

Erster Unterabschnitt — Berechnung der Beihilfe

Art. 26 - Der Referenzzeitraum für die Berechnung der vermarkteten Produktion, anhand der der Jahreshöchstbetrag der Beihilfe bestimmt wird, erstreckt sich vom 1. Januar bis zum 31. Dezember des vorletzten Jahres vor dem Jahr der Umsetzung des operationellen Programms. Falls notwendig kann der Minister beschließen, Artikel 4 der Durchführungsverordnung (EG) Nr. 1433/2003, Punkt 3 anzuwenden.

Art. 27 - Um die Änderungen in der Zusammensetzung der Erzeugerorganisation berücksichtigen zu können und um eine doppelte Verrechnung zu vermeiden, handelt es sich um die Mitglieder, die für die Berechnung des Wertes der vermarkteten Produktion berücksichtigt werden um jene, die am 1. Januar eines jeden Jahres der Umsetzung eines gegebenen operationellen Programms Mitglied der Erzeugerorganisation sind.

Unterabschnitt 2 — Verwaltung des Betriebsfonds

Art. 28 - Die in Artikel 15, Paragraph 1 der Verordnung erwähnten Finanzbeiträge der am Betriebsfonds beteiligten Mitglieder werden auf der Grundlage des Volumens und/oder des Wertes der vermarkteten Erzeugung festgelegt.

Die Verwendung der sich aus dem Verkauf der Erzeugnisse aus Obst und Gemüse ergebenden Eigenmittel zur Anlage des Betriebsfonds ist nach dem von der zuständigen Dienststelle gegebenen formellen Einverständnis möglich.

Wenn die Erzeugerorganisation auf verschiedenen Ebenen individuelle Finanzbeiträge zur Finanzierung ihres Betriebsfonds vereinnahmt, müssen diese Beiträge auf der Grundlage objektiver Kriterien gerechtfertigt werden und folgende Bedingungen erfüllen:

- 1) jedes Erzeugermitglied muss sich am Betriebsfonds beteiligen und ihn in Anspruch nehmen können
- 2) bei der Beschlussfassung bezüglich der Verwendung der Mittel und der Finanzbeiträge des Betriebsfonds muss ein demokratischer Ablauf gewährleistet sein.

Art. 29 - Der Finanzplan und der voraussichtliche Betrag des Betriebsfonds müssen der zuständigen Dienststelle gleichzeitig mit dem operationellen Programm spätestens am 15. September des Jahres, das dem Jahr der Verwendung des besagten Betriebsfonds vorhergeht, übermittelt werden.

Art. 30 - Die Änderungen des gemäß Artikel 15, § 2, Punkt a) der Verordnung genehmigten Betrags des Betriebsfonds für die Finanzierung der Marktrücknahmen müssen der zuständigen Dienststelle zur Genehmigung unterbreitet werden.

Art. 31 - Damit die Ausgaben und Einnahmen einer jeden Erzeugerorganisation oder Vereinigung von Erzeugerorganisationen jährlich identifiziert, kontrolliert und zertifiziert werden können, müssen die Letzteren jede Ausgabe und Einnahme in einer entsprechenden Finanzbuchführung aufzeichnen.

Abschnitt 3 — Operationelles Programm

Erster Unterabschnitt — Änderungen im Laufe des Jahres

Art. 32 - Die Erzeugerorganisationen können ihr operationelles Programm im Laufe des Jahres wesentlich ändern, unter der Bedingung, dass:

- 1) die allgemeinen Zielsetzungen des operationellen Programms beibehalten werden;
- 2) die Änderung frühestens am Tag der Einreichung des Antrags bei der zuständigen Dienststelle Anwendung findet;
- 3) die zuständige Dienststelle ihr formelles Einverständnis gibt.

Art. 33 - Die Erzeugerorganisationen können im Laufe des Jahres den Betrag ihres Betriebsfonds um höchstens 20 % des ursprünglich genehmigten Betrags erhöhen, unter der Bedingung, dass:

- 1) die in Artikel 15, Paragraph 5, letzter Absatz der Verordnung erwähnte Obergrenze der Beihilfe nicht überschritten wird;
- 2) die allgemeinen Zielsetzungen des operationellen Programms und einer jeden Maßnahme beibehalten werden;
- 3) die zuständige Dienststelle ihr formelles Einverständnis gibt.

Art. 34 - Um eine wirksame Verwendung der gemeinschaftlichen Beihilfe zu ermöglichen, kann jede Erzeugerorganisation im Laufe des Jahres und ohne vorherige Genehmigung eine Übertragung von Haushaltsmitteln zwischen Maßnahmen von höchstens 15 % des ursprünglich pro Maßnahme festgelegten Betrags vornehmen, unter der Bedingung, dass:

- 1) dies in dem Antrag auf Beihilfe angegeben wird;
- 2) die allgemeinen Zielsetzungen des operationellen Programms und einer jeden Maßnahme beibehalten werden.

Unterabschnitt 2 — Änderungen für das folgende Jahr

Art. 35 - Die Erzeugerorganisationen, die es wünschen, können jährlich ihr genehmigtes operationelles Programm ändern.

Die Anträge auf Änderung des genehmigten operationellen Programms müssen spätestens am 15. September des Jahres, das dem Jahr der Anwendung des geänderten Programms vorhergeht, bei der zuständigen Dienststelle eingereicht werden.

Unterabschnitt 3 — Weitervergabe an Nachunternehmer

Art. 36 - Eine Erzeugerorganisation kann für die in Artikel 11 der Verordnung festgelegten und mit der vom Minister erteilten Genehmigung des operationellen Programms verbundenen Aufgaben einen Nachunternehmer heranziehen.

In dem in Absatz 1 erwähnten Fall muss der Nachunternehmer einen Vertrag abschließen, in dem:

- 1) der Gegenstand der Weitervergabe ausführlich festgelegt wird;
- 2) ausdrücklich angegeben wird, dass der Nachunternehmer den gleichen Bedingungen und Kontrollen unterliegt wie die Erzeugerorganisationen.

Wenn der Nachunternehmer Mitglied der Erzeugerorganisation ist, muss die Letztere außerdem vor der Einführung der Weitervergabe an den Nachunternehmer die Genehmigung der zuständigen Dienststelle beantragen.

Art. 37 - Die Weitervergabe für die Durchführung von Maßnahmen des operationellen Programms durch einen Nachunternehmer, der Mitglied einer Erzeugerorganisation ist, kann unter der Bedingung genehmigt werden, dass sie von der zuständigen Dienststelle genehmigt wird und dass die Erzeugerorganisation nachweist, dass:

- 1) die Maßnahme demokratisch angenommen wird;
- 2) die Maßnahme einen kollektiven Charakter aufweist und die Zielsetzungen des Programms verfolgt;
- 3) der Nachunternehmer nicht als Einziger bevorteilt wird, oder dass die eingesetzten Mittel nicht einseitig verwendet werden;
- 4) die Maßnahme lediglich einem begrenzten Prozentsatz des Betriebsfonds entspricht;
- 5) die Weitervergabe unter normalen Marktbedingungen erfolgt;

6) keinerlei Beziehung zu dem Eigenbeitrag des Mitglieds des Betriebsfonds besteht.

Unterabschnitt 4 — Allgemeine Bestimmungen

Art. 38 - Die Vereinigungen von Erzeugerorganisationen müssen lediglich ein gemeinsames operationelles Programm vorlegen. In diesem gemeinsamen operationellen Programm müssen die Finanzierung und die Ausgaben des Betriebsfonds für jede Erzeugerorganisation deutlich angegeben werden.

Art. 39 - Die zuständigen Dienststellen können zusätzliche Belege anfordern, um auf wirksame Weise zu überprüfen, ob die Erzeugerorganisation oder Vereinigung von Erzeugerorganisationen die Bedingungen für die Gewährung der Anerkennung, die Einsetzung des operationellen Programms, die Verwendung des Betriebsfonds und die Gewährung der Beihilfe erfüllt oder weiterhin erfüllt.

Art. 40 - Auf Antrag der zuständigen Dienststelle übermitteln die Erzeugerorganisationen oder Vereinigungen von Erzeugerorganisationen die Angaben bezüglich ihrer Erzeugung.

Art. 41 - Zur Erhaltung der Genehmigung der operationellen Programme müssen die Erzeugerorganisationen oder Vereinigungen von Erzeugerorganisationen einen Betriebsrevisor im Rahmen der im Gesetzbuch über die Gesellschaften vorgesehenen Bedingungen zwecks Überprüfung ihrer Buchführung bezeichnen.

Art. 42 - Innerhalb der in der Durchführungsverordnung (EG) Nr. 1433/2003 festgelegten Fristen fasst der Minister einen Beschluss über das operationelle Programm, die Berechnung des Betriebsfonds und den Betrag der gemäß den Artikeln 15 und 16 der Verordnung genehmigten Unterstützung.

KAPITEL IV — Branchenverbände und -vereinbarungen

Art. 43 - Der Minister kann Branchenverbände anerkennen, die auf dem Gebiet der Wallonischen Region eingerichtet sind und die in der Verordnung festgelegten Bedingungen erfüllen.

Art. 44 - Der Antrag auf Anerkennung und alle in Artikel 19 der Verordnung erwähnten Belege werden bei der zuständigen Dienststelle eingereicht.

Art. 45 - Innerhalb von drei Monaten ab der Einreichung des Antrags und unter Berücksichtigung des Gutachtens der Kommission der Europäischen Gemeinschaften entscheidet der Minister über die Gewährung der Anerkennung.

Art. 46 - Zur Anwendung des Artikels 12 der Verordnung kann der Minister für einen begrenzten Zeitraum gewisse, im Rahmen des Branchenverbands vereinbarte Bedingungen, Vereinbarungen oder ausgehandelte Praktiken für die einzelnen oder zusammengeschlossenen Betreiber als verbindlich erklären.

KAPITEL V — Verschiedenes

Erster Abschnitt — Kontrollen und Strafmaßnahmen

Art. 47 - Unbeschadet der Anwendung der Bestimmungen des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei kann der Minister die in den Artikeln 2, 20 und 47 erwähnte Anerkennung in den nachstehenden Fällen völlig oder teilweise entziehen:

1° wenn die in der Verordnung, in den Durchführungsverordnungen (EG) Nr. 1432/2003 und (EG) Nr. 1433/2003 und in dem vorliegenden Erlass festgelegten Anerkennungsbedingungen nicht mehr erfüllt werden;

2° wenn die Erzeugerorganisation, die Vereinigung von Erzeugerorganisationen oder der Branchenverband sich weigert, von den zuständigen Dienststellen beantragte nützliche Auskünfte oder Belege zu liefern;

3° wenn der Branchenverband die in den Artikeln 19 und 20 der Verordnung erwähnten Bestimmungen nicht einhält;

4° wenn die in der Verordnung, in den Durchführungsverordnungen (EG) Nr. 1432/2003 und (EG) Nr. 1433/2003 und in dem vorliegenden Erlass festgelegten Kontrollen verhindert oder verweigert werden.

Art. 48 - § 1. Wenn der Minister erachtet, dass Gründe bestehen, die Anerkennung abzulehnen oder völlig oder teilweise zu entziehen, teilt er diese Gründe der betroffenen Erzeugerorganisation, der Vereinigung von Erzeugerorganisationen oder dem Branchenverband mit.

Unter Gefahr der Unzulässigkeit verfügen diese über fünfzehn Werktage ab der Zustellung der Maßnahme, um der zuständigen Dienststelle ihre Einwände per Einschreiben zukommen zu lassen.

§ 2. Der von dem Minister nach Überprüfung der eingereichten Einwände gefasste Beschluss wird der betroffenen Einrichtung innerhalb einer Frist von einem Monat ab dem Erhalt dieser Einwände per Einschreiben übermittelt.

Art. 49 - Unbeschadet der in dem vorliegenden Erlass und in dem Königlichen Erlass vom 31. Mai 1933 über die in Sachen Zuschüsse, Entschädigungen und Beihilfen jeglicher Art, die ganz oder teilweise zu Lasten des Staates fallen, abzugebenden Erklärungen, abgeändert durch das Gesetz vom 7. Juli 1994, angeführten Strafmaßnahmen können die Vorteile der gemeinschaftlichen finanziellen Unterstützung endgültig oder zeitweilig verweigert oder deren Rückerstattung von einer Erzeugerorganisation verlangt werden, die zur Inanspruchnahme dieser Vorteile falsche Erklärungen und/oder willentlich falsche Auskünfte gegeben hat, ob diese einer Vereinigung von Erzeugerorganisationen und/oder einem Branchenverband angegliedert ist oder nicht.

Art. 50 - Wenn das operationelle Programm oder der Anerkennungsplan nicht vollständig oder teilweise durchgeführt wird, können die Vorteile der gemeinschaftlichen finanziellen Unterstützung sowohl für das genehmigte Programm, als auch für eventuelle zukünftige, während der Dauer des genehmigten operationellen Programms oder Anerkennungsplans eingeführten Projekte, vollständig oder teilweise verweigert werden.

Art. 51 - Die Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses und gegen die in Durchführung des vorliegenden Erlasses getroffenen oder in Durchführung des vorliegenden Erlasses als verbindlich erklärten Bestimmungen werden gemäß dem Gesetz vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei ermittelt, festgestellt und bestraft.

Die Nichteinhaltung seitens des Erzeugers der in Artikel 8 des vorliegenden Erlasses erwähnten Erklärung wird mit der in Artikel 6, § 1 des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei erwähnten Strafe belegt.

Art. 52 - Die Erzeugerorganisationen, die kein operationelles Programm eingereicht haben, und die Erzeugergemeinschaften mit einer vorläufigen Anerkennung müssen der zuständigen Dienststelle jährlich und gemäß deren Anweisungen zumindest die Anbaufläche und die geernteten und vermarkteten Mengen, sowie unter Umständen die aufgrund des Artikels 23 der Verordnung nicht zum Verkauf angebotenen Erzeugnisse melden.

Abschnitt 2 — Schlussbestimmungen

Art. 53 - Der Königliche Erlass vom 27. März 1998 über die gemeinsame Marktorganisation für Obst und Gemüse in Anwendung der Verordnung (EG) Nr. 2200/96 des Rates vom 28. Oktober 1996 wird außer Kraft gesetzt.

Art. 54 - Der Ministerialerlass vom 9. Juni 1998 zur Durchführung des Königlichen Erlasses vom 27. März 1998 über die gemeinsame Marktorganisation für Obst und Gemüse in Anwendung der Verordnung (EG) Nr. 2200/96 des Rates vom 28. Oktober 1996 was die zuständigen Dienststellen betrifft wird außer Kraft gesetzt.

Art. 55 - Der Ministerialerlass vom 16. Dezember 2001 zur Durchführung des Königlichen Erlasses vom 27. März 1998 über die gemeinsame Marktorganisation für Obst und Gemüse in Anwendung der Verordnung (EG) Nr. 2200/96 des Rates vom 28. Oktober 1996 was die Anerkennungskriterien der Erzeugerorganisationen betrifft wird außer Kraft gesetzt.

Art. 56 - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Art. 57 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2004 wirksam.

Namur, den 27. Mai 2004

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der wallonische Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 4038

[2004/203025]

27 MEI 2004. — Besluit van de Waalse Regering houdende een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector groenten en fruit overeenkomstig de Verordening (EG) nr. 2200/96 van de Raad van 28 oktober 1996

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 29 december 1990 en 5 februari 1999 en bij het koninklijk besluit van 22 februari 2001;

Gelet op de Verordening (EG) nr. 2200/96 van de Raad van 28 oktober 1996 houdende een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector groenten en fruit, laatstelijk gewijzigd bij de Verordening (EG) nr. 47/2003;

Gelet op de Verordening (EG) nr. 1432/2003 van de Commissie van 11 augustus 2003 tot vaststelling van toepassingsbepalingen voor Verordening (EG) nr. 2200/96 van de Raad met betrekking tot de erkenning van telersverenigingen en de voorlopige erkenning van telersgroepen;

Gelet op de Verordening (EG) nr. 1433/2003 van de Commissie van 11 augustus 2003 tot vaststelling van toepassingsbepalingen van Verordening (EG) nr. 2200/96 van de Raad voor wat de actiefondsen, de operationele programma's en de toekenning van financiële steun betreft, gewijzigd bij de Verordening (EG) nr. 1582/2003;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 maart 1998 houdende een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector groenten en fruit in toepassing van Verordening (EG) nr. 2200/96 van de Raad van 28 oktober 1996;

Gelet op het ministerieel besluit van 9 juni 1998 houdende uitvoering van het koninklijk besluit van 27 maart 1998 houdende een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector groenten en fruit in toepassing van Verordening (EG) nr. 2200/96 van de Raad van 28 oktober 1996 voor wat betreft de bevoegde diensten;

Gelet op het ministerieel besluit van 16 december 2001 houdende uitvoering van het koninklijk besluit van 27 maart 1998 houdende een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector groenten en fruit in toepassing van Verordening (EG) nr. 2200/96 van de Raad van 28 oktober 1996 voor wat betreft de criteria voor erkenning van telersverenigingen;

Gelet op het Samenwerkingsakkoord van 18 juni 2003 tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot de uitoefening van de geregionaliseerde bevoegdheden op het gebied van landbouw en visserij;

Gelet op het overleg tussen de gewestelijke regeringen en de federale overheid van 3 mei 2004;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 9 augustus 1980 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op dringende noodzakelijkheid;

De noodzaak in overweging nemende om zich onverwijld te gedragen naar de bovenvermelde Verordeningen van de Raad en de Commissie om te zorgen voor de rechtsveiligheid van de telers, hun groeperingen en de overheid;

Overwegende de toewijzing aan de Gewesten van de bevoegdheden op het gebied van landbouw met ingang van 1 januari 2002;

Overwegende dat deze maatregelen moeten genomen worden om de beslissingen inzake de overdracht van bevoegdheden toe te passen;

Overwegende de noodzaak om te zorgen voor de continuïteit van de opdrachten van openbare dienst en dit, in naleving van de verplichtingen opgelegd bij de Europese Verordening inzake landbouw;

Overwegende dat de Waalse telersverenigingen hun operationeel programma in 2004 beëindigen en dat ze dus een nieuw operationeel programma voor 15 september 2004 moeten indienen krachtens de Verordening (EG) nr. 1433/2003;

Overwegende dat de Waalse voorlopig erkende telersvereniging vóór 15 september 2004 een erkenningsaanvraag moet kunnen indienen op grond van de nieuwe erkenningscriteria hierna bepaald;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijving*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "de Verordening" : de Verordening (EG) nr. 2200/96 van de Raad van 28 oktober 1996 houdende een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector groenten en fruit;

2° "de toepassingsverordening (EG) nr. 1432/2003" : de Verordening (EG) nr. 1432/2003 van de Commissie van 11 augustus 2003 tot vaststelling van toepassingsbepalingen voor Verordening (EG) nr. 2200/96 van de Raad met betrekking tot de erkenning van telersverenigingen en de voorlopige erkenning van telersgroepen;

3° "de toepassingsverordening (EG) nr. 1433/2003" : de Verordening (EG) nr. 1433/2003 van de Commissie van 11 augustus 2003 tot vaststelling van toepassingsbepalingen voor Verordening (EG) nr. 2200/96 van de Raad voor wat de actiefondsen, de operationele programma's en de toekenning van financiële steun betreft;

4° "de Minister" : de Minister van Landbouw;

5° "de bevoegde diensten" : elk van de diensten aangewezen voor de artikelen vermeld in onderstaande tabel :

Bevoegde diensten	Artikelen
Ministerie van het Waalse Gewest; Directoraat-generaal Landbouw; Afdeling Landbouwbeleid; Directie voor het Europees en Internationaal Landbouwbeleid (IG1, D 11).	6, 7, 10, 21, 22, 25, 28, 29, 30, 32, 33, 35, 36, 37, 39, 40, 44, 47, 48, 52.
Ministerie van het Waalse Gewest; Directoraat-generaal Landbouw; Afdeling Onderzoek, Ontwikkeling en Kwaliteit; Directie Ontwikkeling en Vulgarisatie (IG 3, D 33).	9, 39, 47.

HOOFDSTUK II. — *Telersverenigingen en groeperingen van telersverenigingen*

Afdeling 1 — Telersverenigingen

Art. 2. De Minister erkent de telersverenigingen waarvan de maatschappelijke zetel en de belangrijkste exploitatiezetel in het Waalse Gewest zijn gevestigd en die voldoen aan de voorwaarden vastgelegd bij de Verordening en de toepassingsverordeningen (EG) nr.1432/2003 en (EG) nr.1433/2003.

De Minister kan op de in de Verordening vastgestelde erkenningscriteria bijkomende voorwaarden vaststellen inzonderheid met het oog op het bevorderen van de concentratie van het aanbod in bepaalde categorieën.

Art. 3. De in artikel 2 bedoelde erkenningscriteria worden als volgt vastgesteld voor al de in artikel 11, paragraaf 1, onder a), categorieën i) tot en met vii), van de Verordening, vermelde categorieën producten :

Telersverenigingen Artikel 11, § 1, onder a) categorieën i) t/m vii)	
Minimum aantal telers	Minimumomzet op jaarbasis (in miljoen euro)
15	0.5

Daarenboven behouden de telersverenigingen die vóór de inwerkingtreding van onderhavig besluit reeds zijn erkend op grond van de Verordening en de destijds geldende criteria hun erkenning.

Art. 4. De telersvereniging moet bij de aanvraag tot erkenning aantonen dat ze minstens 50 % van haar aantal leden en/of van haar omzet in het Waalse Gewest heeft.

Art. 5. De nieuwe telersgroeperingen die een voorlopige erkenning aanvragen overeenkomstig artikel 14 van de Verordening moeten minstens voldoen aan 60 % van elk van de erkenningscriteria bepaald in artikel 3 van dit besluit.

Art. 6. De aanvraag tot erkenning of tot voorlopige erkenning van een telersvereniging wordt ingediend bij de bevoegde dienst. De bevoegde dienst kan de indieningsvoorwaarden van deze aanvraag bepalen.

Art. 7. De telersverenigingen kunnen op hun verzoek worden erkend voor één of meer productcategorieën behalve voor de "fruit en groenten" categorie waarvoor alleen een enkelvoudige erkenning mogelijk is overeenkomstig de toepassingsverordening (EG) nr. 1432/2003, artikel 3, paragraaf 1, tweede lid.

De telersvereniging moet voldoen aan de erkenningsvoorwaarden en een afzonderlijk dossier indienen bij de bevoegde dienst voor elke aangevraagde categorie.

Art. 8. Elke aanvraag tot erkenning of voorlopige erkenning van een telersvereniging of een telersgroepering dient voor elke categorie producten waarvoor een erkenning of voorlopige erkenning aangevraagd is, vergezeld te zijn van :

- 1) de statuten;
- 2) een geactualiseerde ledenlijst;
- 3) a. de gemiddelde verkochte productie van alle telers die tijdens de drie aan de erkenning voorafgaande verkoopseizoenen bij de telersvereniging waren aangesloten;
b. de gemiddelde verkochte productie van alle telers van de telersgroepering die tijdens de drie aan de voorlopige erkenningsaanvraag voorafgaande verkoopseizoenen bij de telersvereniging waren aangesloten.

Art. 9. Elke individuele teler dient ten behoeve van de telersvereniging een verklaring te ondertekenen waarbij hij bevestigt slechts lid te zijn van betrokken telersvereniging voor de bedoelde categorieën van producten en zijn gehele productie van de bedoelde categorieën via deze vereniging te commercialiseren behoudens toestemming en overeenkomstig de voorwaarden bedoeld in artikel 11, § 1, punt c) 3) van de Verordening, uitdrukkelijk opgenomen in de statuten van de telersvereniging.

De telersverenigingen zijn gehouden de naleving van deze verklaring te controleren. Om de controle mogelijk te maken, dienen de telersverenigingen de verklaring van elk van hun leden ter inzage te leggen van de bevoegde dienst.

Art. 10. De telersverenigingen moeten onverwijld de bevoegde dienst verwittigen van elke wijziging betreffende hun statuten.

Met name moeten ze uiterlijk op 31 maart van elk jaar de bevoegde dienst in kennis stellen van elke wijziging in de lijst van actieve en non-actieve leden.

Art. 11. Een natuurlijke- of rechtspersoon die niet fruit- of groenteteler is kan als niet-actief lid van een telersvereniging aanvaard worden indien :

- 1) hij niet in aanmerking komt voor de erkenningscriteria;
- 2) hij niet rechtstreeks geniet van de door de Gemeenschap gefinancierde bepalingen;
- 3) hij niet deelneemt aan de stemming voor de beslissingen betreffende het operationeel fonds;
- 4) hij in een register opgenomen is van niet-actieve leden dat verschillend is van de actieve ledenlijst.

Art. 12. De telersverenigingen moeten ijveren voor een samenwerking of een integratie met de bestaande telersverenigingen in de betrokken sector en ook beroepsmatig samenwerken om de belangen van de telersverenigingen van het gewest te behartigen.

Art. 13. De oprichting van telersverenigingen moet bijdragen tot de concentratie van het aanbod van de betrokken producten in de betrokken gewesten en mag de integriteit van het bestaan van de andere telersverenigingen in het betrokken gewest niet in het gedrang brengen onder voorbehoud van dwingende en gerechtvaardigde redenen.

Art. 14. Om elk machts- of invloedsmisbruik van een of meerdere leden van telersverenigingen te beletten mag geen enkel lid over meer dan 20 % van de stemmingsrechten of stemmingsmandaten beschikken.

Art. 15. Binnen drie maanden na indiening van de met alle nodige stukken gestaafde aanvraag tot erkenning of voorlopige erkenning neemt de Minister een besluit terzake.

Art. 16. Op regelmatige tijdstippen zal de naleving van de voorwaarden betreffende de voorlopige erkenning en de erkenning door de telersverenigingen nagekeken worden.

Indien nodig kan de Minister de voorlopige erkenning of erkenning intrekken.

Art. 17. Voor toepassing van artikel 18 van de Verordening kan de Minister bepaalde, in het kader van de telersverenigingen genomen regels, verbindend verklaren voor de in de regio gevestigde telers die niet bij die telersverenigingen zijn aangesloten.

Art. 18. De Minister kan een supranationale telersvereniging erkennen mits haar maatschappelijke zetel in het Waalse Gewest is gevestigd en dat ze er beschikt over significante exploitatievestigingen of over een belangrijk aantal leden en/of dat ze er een belangrijk deel van de waarde van haar verkochte productie tot stand brengt.

Afdeling 2 — Groeperingen van telersverenigingen

Art. 19. De Minister erkent de telersverenigingen die voldoen aan de voorwaarden vastgelegd bij de Verordening en de toepassingsverordeningen (EG) nr. 1432/2003 en (EG) nr.1433/2003.

De Minister kan op de in de Verordening vastgestelde erkenningscriteria bijkomende voorwaarden vaststellen inzonderheid met het oog op het bevorderen van de concentratie van het aanbod in bepaalde gebieden.

Art. 20. Om erkend te zijn en te blijven moeten de groeperingen van telersverenigingen opgericht en samengesteld zijn uit erkende telersverenigingen. De doelstellingen van de groeperingen van telersverenigingen en de bepalingen van hun statuten moeten voldoen aan de bepalingen van de Verordening, de toepassingsverordeningen (EG) nr. 1432/2003 en (EG) nr. 1433/2003, en dit besluit.

Art. 21. De aanvraag tot erkenning van een groepering van telersverenigingen wordt ingediend bij de bevoegde dienst. De bevoegde dienst kan de indieningsvoorwaarden van deze aanvraag bepalen.

Elke aanvraag tot erkenning van een groepering van telersverenigingen dient voor elke categorie producten waarvoor een erkenning aangevraagd is, vergezeld te zijn van :

- 1) de statuten;
- 2) een geactualiseerde ledenlijst;
- 3) de gemiddelde verkochte productie van alle telers die tijdens de drie aan de erkenning voorafgaande verkoopseizoenen bij de telersvereniging waren aangesloten.

Art. 22. De telersverenigingen moeten onverwijld de bevoegde dienst verwittigen van elke wijziging betreffende hun statuten en hun ledenlijst. Ten alle tijde kan de bevoegde dienst het verzoek richten tot de groeperingen van telersverenigingen om geactualiseerde ledenlijsten van de erbij aangesloten telersverenigingen evenals alle inlichtingen en bewijsstukken nodig voor de controle tot behoud en/of tot toekenning van de erkenning van de groepering van telersverenigingen over te maken.

Art. 23. Voor toepassing van artikel 18 van de Verordening kan de Minister bepaalde, in het kader van de groeperingen van telersverenigingen genomen regels, verbindend verklaren voor de in de regio gevestigde telers die niet bij die groeperingen van telersverenigingen zijn aangesloten.

Art. 24. De Minister kan een supranationale telersvereniging erkennen mits haar maatschappelijke zetel in het Waalse Gewest is gevestigd en dat ze er beschikt over significante exploitatievestigingen of over een belangrijk aantal leden en/of dat ze er een belangrijk deel van de waarde van haar verkochte productie tot stand brengt.

Bovendien moeten de andere telersverenigingen die lid zijn van de groepering, erkend worden in hun respectievelijke lidstaat.

HOOFDSTUK III. — *Erkenningsprogramma, actiefonds en operationeel programma*

Afdeling 1 — Erkenningsprogramma

Art. 25. Wat de invoering en de uitvoering van het erkenningsprogramma betreft zijn dezelfde administratieve regels en procedures van toepassing als diegene die toepasselijk zijn op de operationele programma's zoals bedoeld in dit besluit en bepaald in de Verordening en de toepassingsverordening (EG) nr. 1432/2003 en (EG) nr. 1433/2003.

De aanvragen tot wijziging van het erkenningsprogramma worden behoorlijk met redenen omkleed en ingediend bij de bevoegde dienst vóór 15 september van het jaar dat voorafgaat aan het jaar van toepassing van de zogenaamde wijzigingen.

Afdeling 2 — Actiefonds

Onderafdeling 1 — Berekening van de steun

Art. 26. De referentieperiode voor de berekening van de gebruikte verkochte productie om het jaarlijkse maximum van de steun te evalueren wordt vastgelegd van 1 januari tot 31 december twee jaar vóór het jaar waarin het operationele programma wordt uitgevoerd. In geval van noodzaak kan de Minister beslissen om artikel 4 van de toepassingsverordening (EG) nr. 1433/2003, punt 3 toe te passen.

Art. 27. Om rekening te houden met de wijzigingen in de samenstelling van de telersvereniging en om dubbeltelling te voorkomen zijn de leden die in aanmerking komen voor de berekening van de waarde van de verkochte productie diegene die lid zijn van de telersvereniging op 1 januari van elk jaar van tenuitvoerlegging van een bepaald operationeel programma.

Onderafdeling 2 — Beheer van het actiefonds

Art. 28. De financiële bijdragen van de leden voor het actiefonds als bedoeld in artikel 15, paragraaf 1, van de Verordening worden bepaald op grond van de hoeveelheden en/of de waarde van de verkochte productie.

Het gebruik van eigen middelen die verkregen zijn door de verkoop van groenten- en fruitproducten voor de oprichting van het actiefonds zal mogelijk zijn na verkrijgen van het uitdrukkelijk akkoord van de bevoegde dienst.

De telersvereniging die op verschillende niveaus individuele bijdragen ontvangt om haar actiefonds te financieren moet deze bijdragen rechtvaardigen op grond van objectieve criteria en voldoen aan de volgende voorwaarden :

- 1) elk teler-lid draagt bij in het actiefonds en heeft de gelegenheid om ervan te profiteren;
- 2) zorgen voor een democratische besluitvorming over het gebruik van de financiële middelen en over de financiële bijdragen in het actiefonds.

Art. 29. Het financieringsplan en het geraamde bedrag van het actiefonds worden samen met het operationeel programma aan de bevoegde dienst meegedeeld uiterlijk op 15 september van het jaar dat voorafgaat aan het jaar van gebruik van het zogenaamd operationeel fonds.

Art. 30. De bevoegde dienst moet instemmen met de wijzigingen van het bedrag uit het actiefonds dat is goedgekeurd voor de steun in verband met het uit de markt nemen van producten als bedoeld in artikel 15, § 2, onder a), van de Verordening.

Art. 31. Elke telersvereniging of elke groepering van telersverenigingen moet elke uitgave en elke ontvangst in een aangepaste boekhouding inventariseren om de identificatie, de controle en de jaarlijkse certificatie van de uitgaven en ontvangsten van elke telersvereniging of elke groepering van telersverenigingen mogelijk te maken.

Afdeling 3 — Operationeel programma

Onderafdeling 1 — Wijzigingen gedurende het jaar

Art. 32. De telersverenigingen kunnen hun operationeel programma gedurende het jaar grondig aanpassen voorzover :

- 1) geen afbreuk wordt gedaan aan de algemene doelstellingen van het operationeel programma;
- 2) de wijziging ten vroegste op de dag van het indienen van de aanvraag bij de bevoegde dienst van toepassing wordt;
- 3) de bevoegde dienst zijn uitdrukkelijk akkoord geeft.

Art. 33. De telersverenigingen kunnen gedurende het jaar het bedrag van het actiefonds met ten hoogste 20 % van het oorspronkelijk goedgekeurde bedrag wijzigen voorzover :

- 1) het maximum van de steun bedoeld in artikel 15 van de Verordening, paragraaf 5, laatste lid niet overschreden wordt;
- 2) geen afbreuk wordt gedaan aan de algemene doelstellingen van het operationeel programma en van elke actie;
- 3) de bevoegde dienst zijn uitdrukkelijk akkoord geeft.

Art. 34. Om een efficiënt gebruik van de gemeenschapssteun mogelijk te maken zal elke telersvereniging gedurende het jaar en zonder voorafgaande toelating een budgettaire overdracht tussen acties van maximum 15 % van het vooraf bepaalde bedrag per actie, kunnen verrichten, mits :

- 1) vermelding in de steunaanvraag;
- 2) de algemene doelstellingen van het operationeel programma en van elke actie te handhaven.

Onderafdeling 2 — Wijzigingen voor het volgend jaar

Art. 35. Indien ze dat wensen, kunnen de telersverenigingen hun goedgekeurde operationeel programma jaarlijks wijzigen.

De aanvragen tot wijziging van het goedgekeurde operationeel programma worden ingediend bij de bevoegde dienst uiterlijk op 15 september van het jaar vóór dat van de uitvoering van het gewijzigd programma.

Onderafdeling 3 — Onderaanneming

Art. 36. Een telersvereniging kan een beroep doen op een onderaannemer voor de taken bedoeld in artikel 11 van de Verordening en die in verband staan met de goedkeuring van het operationeel programma verleend door de Minister.

In het geval bedoeld in het eerste lid dient de onderaannemer een overeenkomst af te sluiten waarin :

- 1) het voorwerp van de onderaanneming gedetailleerd omschreven wordt;
- 2) uitdrukkelijk bepaald wordt dat de onderaannemer aan dezelfde voorwaarden en controles onderworpen wordt als de telersverenigingen.

Bovendien als de onderaannemer lid is van de telersvereniging moet de telersvereniging verzoeken om de goedkeuring van de bevoegde dienst vóór de onderaanneming uit te voeren.

Art. 37. De onderaanneming voor de uitvoering van acties van het operationeel programma door een teler lid van een telersvereniging kan toegelaten worden mits goedkeuring door de bevoegde dienst en mits de telersvereniging bewijst dat :

- 1) de actie democratisch wordt aanvaard;
- 2) de actie een collectief karakter heeft en de doelstellingen van het programma naleeft;
- 3) de onderaannemer niet de enige begunstigde is of de gebruikte middelen hergebruikt kunnen worden;
- 4) de actie slechts gelijk staat met een beperkt percentage van het actiefonds;
- 5) de onderaanneming volgens de gewone opdrachtsvoorwaarden verloopt;
- 6) er geen enkel verband is met de eigen bijdrage van het lid in het operationeel fonds.

Afdeling 4 — Algemene bepalingen

Art. 38. De groeperingen van telersverenigingen moeten uitsluitend een gemeenschappelijk operationeel programma indienen. In dit gemeenschappelijk operationeel programma dienen de financiering en de uitgaven van het actiefonds duidelijk aangeduid te worden voor elke telersvereniging.

Art. 39. De bevoegde diensten kunnen bijkomende bewijsstukken opvragen om op doeltreffende wijze na te gaan of de telersvereniging of de groepering van telersverenigingen aan de voorwaarden voor toekenning van de erkenning, het tot stand brengen van het operationeel programma, het gebruik van het actiefonds en de steun voldoet.

Art. 40. Op aanvraag van de bevoegde dienst kunnen de telersverenigingen of de groeperingen van telersverenigingen de gegevens betreffende hun productie overmaken.

Art. 41. Voor het behoud van de goedkeuring van de operationele programma's dienen de telersverenigingen en de groeperingen van telersverenigingen een bedrijfsrevisor aan te stellen die de boekhouding nakijkt volgens de voorwaarden voorzien in het Wetboek van vennootschappen.

Art. 42. De Minister neemt binnen de in de toepassingsverordening (EG) nr. 1433/2003 gestelde termijnen een besluit wat betreft het operationeel programma, de berekening van het operationeel fonds en het bedrag van de steun goedgekeurde overeenkomstig de artikelen 15 en 16 van de Verordening.

HOOFDSTUK IV. — Brancheorganisaties en -overeenkomsten

Art. 43. De Minister kan brancheorganisaties gevestigd op het grondgebied van het Waalse Gewest erkennen als ze voldoen aan de voorwaarden vastgelegd door de Verordening.

Art. 44. De aanvraag tot erkenning en alle in artikel 19 van de Verordening bedoelde bewijsstukken worden ingediend bij de bevoegde dienst.

Art. 45. De Minister neemt binnen drie maanden vanaf het indienen van de aanvraag een besluit betreffende het toekennen van de erkenning, rekening houdend met het advies van de Commissie van de Europese Gemeenschappen.

Art. 46. Voor toepassing van artikel 21 van de Verordening kan de Minister bepaalde in het kader van de brancheorganisatie genomen besluiten, gesloten overeenkomsten of onderling afgestemde feitelijke gedragingen verbindend verklaren voor de individuele marktdeelnemers of samenwerkingsverbanden.

HOOFDSTUK V. — *Diverse bepalingen**Afdeling 1 — Controles en straffen*

Art. 47. Onverminderd de bepalingen van de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten kan de Minister de in de artikelen 2, 20 en 47 van dit besluit vermelde erkenning geheel of gedeeltelijk intrekken in één van volgende gevallen :

1°) wanneer de voorwaarden voor erkenning omschreven in de Verordening en de toepassingsverordeningen (EG) nr. 1432/2003 en (EG) nr. 1433/2003 en in dit besluit niet meer vervuld zijn;

2°) wanneer de telersvereniging, de groepering van telersverenigingen of de brancheorganisatie weigert de nodige inlichtingen en/of bewijsstukken op verzoek van de bevoegde dienst te verstrekken;

3°) wanneer de brancheorganisatie de in artikelen 19 en 20 van de Verordening omschreven bepalingen niet naleeft;

4°) wanneer de in de Verordening en in de toepassingsverordeningen (EG) nr. 1432/2003 en (EG) nr. 1433/2003 en in dit besluit omschreven controles worden belemmerd of geweigerd.

Art. 48. § 1. Wanneer de Minister van oordeel is dat er redenen bestaan om geen erkenning te verlenen of de erkenning geheel of gedeeltelijk in te trekken deelt hij die redenen mee aan de betrokken telersvereniging, de groepering van telersverenigingen of de brancheorganisatie.

Deze laatste beschikken op straffe van niet-ontvankelijkheid over 15 werkdagen volgend op de kennisgeving van de maatregel om bij aangetekende zending hun bezwaren kenbaar te maken bij de bevoegde dienst.

§ 2. De beslissing van de Minister wordt na onderzoek van de ingediende bezwaren bij aangetekend schrijven aan de betrokkene meegedeeld binnen een termijn van één maand na ontvangst van deze bezwaren.

Art. 49. Onverminderd de sancties vervat in dit besluit en in het koninklijk besluit van 31 mei 1933 betreffende de verklaringen te doen in verband met subsidies, vergoedingen of toelagen van welke aard, die geheel of ten dele ten laste zijn van de Staat, gewijzigd bij de wet van 7 juli 1994, kunnen de voordelen van de communautaire financiële steun definitief of tijdelijk ontzegd worden aan of teruggevorderd worden van een telersvereniging, al dan niet aangesloten bij een groepering van telersverenigingen en/of een brancheorganisatie die om de voordelen te bekomen valse verklaringen en opzettelijk verkeerdelijk inlichtingen zouden verstrekt hebben.

Art. 50. Indien het operationeel programma of het erkenningsprogramma geheel of gedeeltelijk niet wordt uitgevoerd, kunnen de voordelen van de communautaire financiële steun geheel of gedeeltelijk worden geweigerd zowel voor het goedgekeurde programma als voor eventuele toekomstige ontwerpen die worden ingediend tijdens de duur van het goedgekeurde operationeel programma of erkenningsprogramma.

Art. 51. Overtredingen van bepalingen van dit besluit, van de bepalingen genomen in uitvoering van dit besluit of verbindend verklaard in uitvoering van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld en gestraft overeenkomstig de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten.

Het niet-naleven door de teler van de verklaring bedoeld bij artikel 8 van dit besluit wordt gestraft met de straf voorzien bij artikel 6, § 1 van de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten.

Art. 52. De telersverenigingen die geen operationeel programma hebben ingediend en de voorlopig erkende telersverenigingen moeten jaarlijks aan de bevoegde dienst en overeenkomstig zijn richtlijnen minstens de oppervlakte van de inzaai en aanplant en de geoogste en verkochte hoeveelheden opgeven en, desgevallend, de producten die niet te koop werden aangeboden krachtens artikel 23 van de Verordening.

Afdeling 2 — Slotbepalingen

Art. 53. Het koninklijk besluit van 27 maart 1998 houdende een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector groenten en fruit in toepassing van Verordening (EG) nr. 2200/96 van de Raad van 28 oktober 1996 wordt opgeheven.

Art. 54. Het ministerieel besluit van 9 juni 1998 houdende uitvoering van het koninklijk besluit van 27 maart 1998 houdende een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector groenten en fruit in toepassing van Verordening (EG) nr. 2200/96 van de Raad van 28 oktober 1996 voor wat betreft de bevoegde diensten wordt opgeheven.

Art. 55. Het ministerieel besluit van 16 december 2001 houdende uitvoering van het koninklijk besluit van 27 maart 1998 houdende een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector groenten en fruit in toepassing van Verordening (EG) nr. 2200/96 van de Raad van 28 oktober 1996 voor wat betreft de criteria voor erkenning van telersverenigingen wordt opgeheven.

Art. 56. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 57. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2004.

Namen, 27 mei 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART